

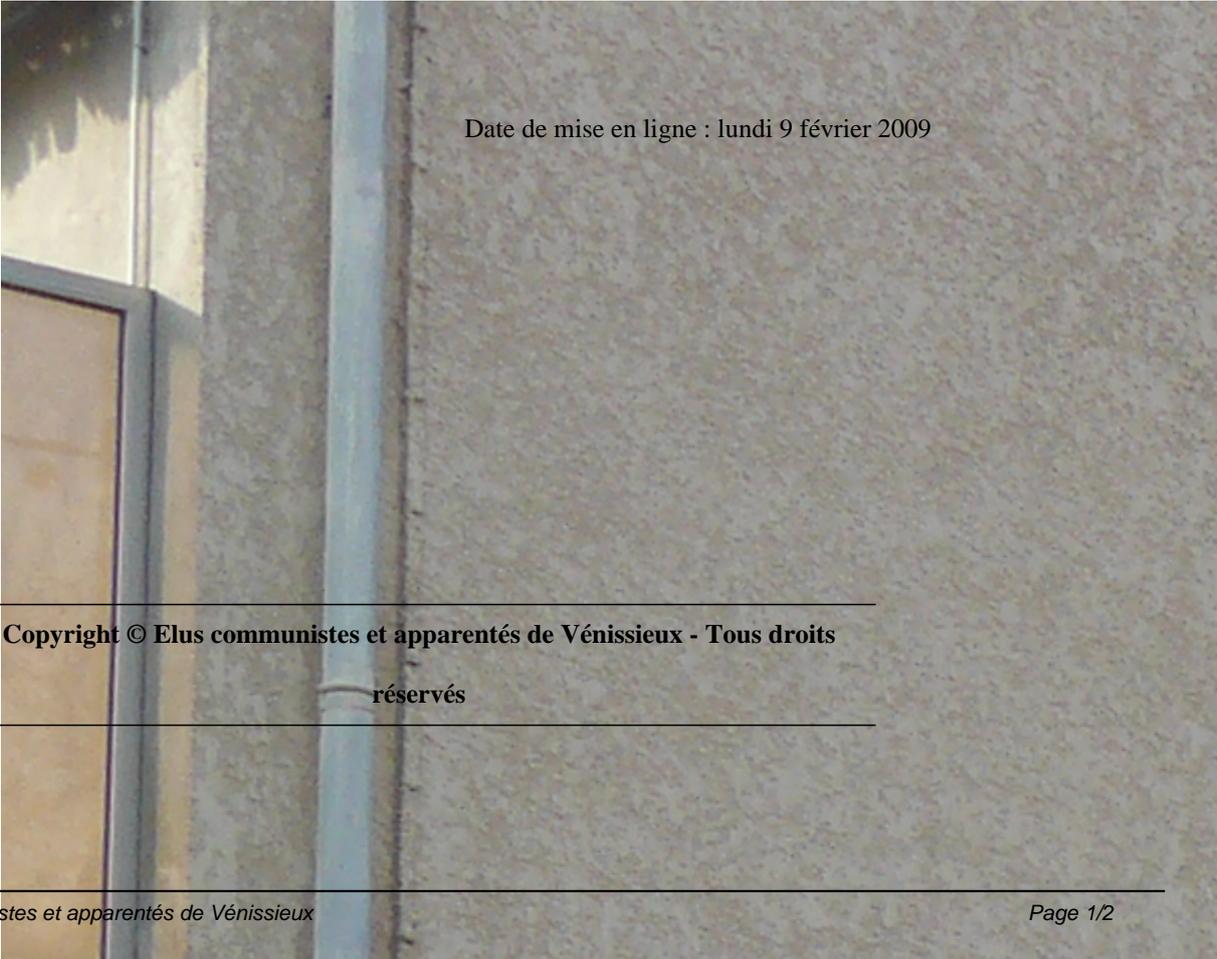


Extrait du Elus communistes et apparentés de Vénissieux

<http://gec.venissieux.org/L-EMPLOI-ET-L-INDUSTRIE-AU-COEUR>

L'EMPLOI ET L'INDUSTRIE AU COEUR DES LUTTES

- Conseil Municipal - Mandat 2014-2020 -



Date de mise en ligne : lundi 9 février 2009

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits
réservés

Le capitalisme du désastre est entré en action. Le laisser-faire des marchés prôné depuis plus de vingt ans par les chantres du libéralisme, l'incurie des financiers et des banquiers se payent cash, sur le dos des salariés, licenciés ou mis au chômage partiel, et sur le dos des intérimaires, premières victimes de la crise dans le secteur automobile et du BTP. Alors que le tandem Sarkozy-Fillon n'a pas versé un seul centime d'euro pour relancer la consommation et le pouvoir d'achat des Français, l'heure est plus que jamais à la mobilisation, à la lutte et à l'action si l'on veut sauver les emplois et l'activité industrielle dans le sud-est Lyonnais. Le point à Vénissieux.

L'EMPLOI ET L'INDUSTRIE AU COEUR DES LUTTES

Saint-Jean Industries (sous-traitant automobile, ex Duranton) : 108 emplois menacés. Renault Trucks : 90 jours de chômage partiel prévus en 2009 concernant 4600 salariés. Bosch : 31 jours de fermeture entre septembre et décembre 2008, a priori trois semaines de chômage technique à venir. Frascone Industrie : en liquidation, 20 salariés menacés. Etc, etc. Cette crise, fruit du capitalisme du profit immédiat, fruit de l'impérialisme des argentiers de la finance et des apôtres de la mondialisation dérégulée, fait des ravages considérables. A Vénissieux, dans l'agglomération, dans la région, partout en France, les plans sociaux se multiplient, le chômage partiel explose et les salariés trinquent et payent la note des traders et financiers, les poches bien remplies par la spéculation et la droite libérale, de Reagan-Thatcher à Berlusconi-Sarkozy.

Audition des salariés

L'audition des salariés, des syndicalistes et secrétaire du comité d'entreprise de la société Saint-Jean Industries et de Renault Trucks, en préambule du conseil municipal, a donné un éclairage sur la nature de cette crise : « Le groupe fait des bénéfices et veut délocaliser notre production en Inde. C'est le fruit du toujours plus de profits, le diktat des gros donneurs d'ordre sur les sous-traitants au détriment des emplois, des salariés et des familles. »

Et Henri Thivillier, au nom du groupe des élus, d'enchaîner : « Renault Trucks, Volvo, Peugeot doivent venir s'expliquer devant les travailleurs de la sous-traitance et rendre des comptes sur leurs exigences de rentabilité financière. Quant au PDG de Saint-Jean, il doit venir dire à ses employés comment il a saisi l'opportunité d'une renégociation de marché pour justifier une délocalisation en Croatie ou ailleurs ». L'année 2009 est donc celle où la crise du capitalisme de ces 30 dernières années présente la note aux salariés, intérimaires, aux collectivités locales -lesquelles doivent assurer leurs missions sociales avec des dotations de l'Etat de plus en plus faibles-, aux PME et TPE, etc. C'est dans ce contexte international sinistré que le groupe des élus communistes se réjouit de la création du conseil de développement industriel Lyon Sud Est, dont le pilotage stratégique est assuré par le président de la CCI de Lyon, Guy Mathiolon, et André Gerin. Un nouvel outil qui ne sera pas de trop, non seulement pour épauler les entreprises à Vénissieux, mais aussi pour développer une industrie forte et moderne dans le Sud-Est Lyonnais.

« Les salariés sont livrés à eux-mêmes ! »

C'est un témoignage qui en dit long sur les règles actuelles. Perte de son principal client Renault-Trucks (près de 60% du CA), qui décide de s'adresser à un fournisseur en Inde, un courrier pour officialiser le tout et voilà l'entreprise Saint-Jean Industries (ex Duranton) devant le fait accompli. Fermeture prévue : juillet. A la clé, 108 salariés sur le carreau ! Devant le conseil municipal, le personnel en grève est venu faire part de son désarroi : « Nous sommes livrés à nous-mêmes, tout le monde compatit mais personne n'agit. Faire faire des pièces en Inde alors qu'elles sont produites à 200 mètres de notre client... », constate, amer, le secrétaire du syndicat CGT de Renault-Trucks Lyon. Reste que le groupe des élus communistes et André Gerin ne comptent pas baisser les bras. Le député-maire a adressé deux courriers les 24 et 26 janvier : l'un au premier ministre, François Fillon, dans lequel il appelle le gouvernement « à s'opposer à toute nouvelle délocalisation et à impulser une véritable politique de relocalisation des activités indispensables au « made in France » du secteur automobile », l'autre au PDG de Saint-Jean Industries qu'il interpelle en ces termes : « aujourd'hui vous avez des comptes à rendre. Personne ne peut jouer avec les productions industrielles et les emplois au mépris des lois ! ». Non, la messe n'est pas dite !